

Finances publiques : ça bouge

6 1,93% ! Ce lundi 16 septembre, Rachel Sugneau, responsable du syndicat FO DGFIP ayant appelé à la mobilisation avec Solidaires, était particulièrement fière du taux de grévistes en Haute-Marne dans le secteur des finances publiques. Quasiement tous les sites du département étaient fermés. Et alors qu'une quarantaine de personnes poireautait devant, la cité administrative de Chaumont a également fermé ses portes à cause du mouvement de grève.

En revanche, les organisateurs ont été un peu déçus par le nombre de manifestants (environ 90) et, à de rares exceptions près, par l'absence des élus. «On aimerait bien que les élus nous rejoignent», a rappelé Rachel Sugneau. «Ils ont voté des motions, mais ça ne suffit pas. On aimerait bien aussi que les usagers se mobilisent...»

La mobilisation à Chaumont était toutefois aussi importante que celle dans des villes beaucoup plus grandes comme Stras-

bourg. Parce que la grève a un coût, les participants n'ont pas souhaité reconduire le mouvement. Mais d'autres modalités d'action ont été retenues. Ainsi, des opérations de distribution de tracts et de sensibilisation sur les conséquences de la mise en œuvre du «nouveau réseau de proximité» des finances publiques, opérations suivies d'un pique nique revendicatif, auront lieu le 23 septembre à Saint-Dizier et le jeudi 26 septembre à Joinville, devant les centres des finances publiques.

«Une adaptation du projet de carte présenté en juin»

De son côté, le jour de la mobilisation à Chaumont, la direction départementale des finances publiques a fait parvenir à L'affranchi un communiqué dans lequel elle affirme qu'«une réelle concertation a été engagée depuis juin 2019» sur le projet de réorganisation des services : «26 réunions ont déjà été tenues avec les élus et les agents des finances



publiques. Parallèlement, de nombreux échanges ont eu lieu en interne avec l'ensemble des agents. Cette concertation qui se poursuit, suscite un dialogue constructif qui conduira la Direction départementale des Finances publiques à proposer au Ministre de l'Action et des Comptes public une adaptation du projet de carte présenté au mois de juin».

Selon FO DGFIP, seulement 5 réunions ont eu lieu avec les agents. Donc, la «concertation» s'est surtout faite avec les élus. La direction départementale rappelle que les évolutions législatives et techniques, telles que la

mise en place du prélèvement à la source, «rendent légitimes une adaptation de notre organisation qui se doit de maintenir une proximité avec les usagers» et que 19 communes, soit 7 de plus qu'actuellement, sont concernées par un accueil physique.

«Actuellement, 6 trésoreries ne délivrent pas de renseignements fiscaux», précise la direction. «Lorsque les accueils de proximité seront déployés, les Haut-Marnais pourront y obtenir des informations sur tous les sujets de fiscalité ainsi que sur le paiement des impôts, taxes et diverses factures émises par les collectivités locales (ex :

eau). Les élus locaux, quant à eux, conserveront un interlocuteur dédié (cadre des Finances publiques) à même de leur apporter le conseil nécessaire s'agissant de la gestion de leur collectivité.»

Les opposants à la réforme restent toutefois convaincus que ces «accueils de proximité» ne sont qu'un leurre, qu'ils ne rendront pas tous les services rendus par les trésoreries, et qu'ils risquent d'être temporaires. Ils établissent aussi un lien direct entre ce projet de «nouveau réseau de proximité» et l'annonce de nouvelles suppressions de postes au sein des finances publiques.